

040

AVIS DE DEMANDE DE COTATIONS

26 MAI 2025

No: /ADC/MINTP/SG/CPR-FC/CCCM-AG/CSPM-PFC/CA-CPRFC/SPM/2025 DU

Cette Demande de Cotations est destinée à la passation d'un marché d'Acquisition de six véhicules pour les radars embarqués de contrôle de vitesse, répartis en deux (02) lots ainsi qu'il suit :

Lot1 : cinq (04) pick-up 4x4;

Lot2 : deux (02) berlines.

« et les Services connexes », nécessaires.

1. Elle est soumise à des procédures normales de passation de marchés.

Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un financement de la Banque mondiale (la Banque) pour supporter le coût du Projet de Développement du Secteur des Transports (PDST). Il est prévu qu'une partie du montant de ce prêt soit utilisé pour effectuer des paiements au titre de l'acquisition de six (06) véhicules dont quatre (04) pick-up et deux (02) berlines pour les radars embarqués de contrôle de vitesse.

2. Le Ministère des travaux publics sollicite maintenant les Cotations de la part de Fournisseurs pour les Fournitures et les Services connexes décrit dans l'Annexe 1 : Besoins de l'Acheteur, jointes à la DC.

3. **Fraude et Corruption**

La Banque exige le respect ((dispositions du paragraphe 3.33 de la Section III et l'annexe IV en matière de fraude et corruption du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de septembre 2023

4. **Éligibilité des Fournisseurs, des Fournitures et Services connexes**

- a. Les Fournitures et les Services connexes qui doivent être fournis en vertu du marché et financés par la Banque peuvent avoir leur origine dans tout pays éligibles, sous réserve des dispositions des points a, b, c, d et e.
- b. Un Fournisseur peut avoir la nationalité de tout pays, sous réserve des restrictions en vertu des paragraphes 9 et 10 ci-après. Un Fournisseur est réputé avoir la nationalité d'un pays si l'Entreprise est constituée, incorporée ou enregistrée selon les dispositions des lois de ce pays, comme en attestent ses statuts (ou documents équivalents de constitution ou d'association) et ses documents d'enregistrement, selon le cas. Ce critère s'applique également à la détermination de la nationalité des sous-traitants proposés pour toute partie du marché, y compris les Services connexes.
- c. Les entreprises et les personnes physiques peuvent ne pas être éligibles si indiqué aux points d et e ci-dessous et :
- d. Un Fournisseur qui a été sanctionné par la Banque, conformément aux Directives de la Banque en matière de lutte contre la corruption, conformément à ses politiques et procédures de sanctions en vigueur, tel qu'énoncé dans le Cadre des sanctions du Groupe de la Banque mondiale tel que décrit dans l'annexe aux conditions contractuelles (Annexe A) alinéa 2.2 d., ne sera pas admissible à soumettre une Cotation ou à être attributaire d'un marché ou bénéficier d'un marché financé par la Banque, financièrement ou autrement, pendant une période telle que la Banque aura déterminée. Une liste des entreprises et des personnes physiques exclues est disponible sur le site externe Web de la Banque : <http://www.worldbank.org/debarr>.
- e. Un Fournisseur ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Tout Fournisseur en situation de conflit d'intérêts sera disqualifié.

5. **Autorisation du fabricant**

Un fournisseur qui ne fabrique pas ou ne produit pas les Fournitures qu'il offre de fournir doit soumettre une autorisation du fabricant ou du représentant agréé en utilisant le formulaire inclus dans cette DC pour démontrer

10. Critères d'Évaluation des Cotations

Les Cotations seront évaluées afin de s'assurer du respect des spécifications techniques, des calendriers de livraison et d'achèvement et de toutes autres exigences de la DC. En outre, le fournisseur devra :

- **Respect des spécifications techniques,**
- **des calendriers de livraison et d'achèvement**
- **Caution de soumission**
- **Présentation de deux (02) références similaires réalisées au cours des cinq dernières années d'une valeur cumulée de cent vingt-cinq (125 000 000) millions pour le lot 1 et soixante-quinze (75 000 000) millions pour le lot 2;**
- **Présentation des fiches détaillées du fabricant (catalogue et prospectus) ;**
- **Présentation d'un atelier de réparation ;**
- **Décrire le service après-vente (une attestation de disponibilité des pièces de rechanges, un engagement sur l'honneur de service après-vente formalisé devant un officier de police judiciaire dans lequel le soumissionnaire décrit la procédure et les délais de réparation dès sa saisine par le Maître d'Ouvrage ou son représentant habilité) ;**
- **Justifier d'un certificat de garantie d'au moins 12 mois.**

« La comparaison se fait sur la base des prix CIP (lieu de destination finale) pour les Fournitures provenant de l'extérieur du pays de l'Acheteur, et des prix EXW plus le coût du transport intérieur et de l'assurance jusqu'au lieu de destination, pour les marchandises fournies à partir du pays de l'Emprunteur ; ainsi que les prix pour toute installation, formation, mise en service et autres services requis. L'évaluation des prix ne doit pas tenir compte des droits de douane et autres taxes prélevées sur les marchandises importées cotées CIP et des taxes de vente et similaires perçues dans le cadre de la vente ou de la livraison des fournitures."

Aux fins d'évaluation et de comparaison, la/es monnaie/s des Cotations sera/ont convertie/s en une monnaie unique. La monnaie qui doit être utilisée à des fins de comparaison pour convertir les prix offerts au taux de change exprimés dans diverses monnaies en monnaie unique est la suivante : **Franc-CFA**. La source du taux de change est la suivante : **la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)**. La date du taux de change est : **la date limite de remise des offres.**

11. Attribution du Marché

Le Marché sera attribué au Fournisseur/s qui est admissible et offre des Fournitures éligibles et techniquement conforme à la demande de cotation, le prix évalué le plus bas, une garantie de la livraison conformément à la période de livraison.

L'Acheteur invitera par les moyens les plus rapides (téléphone/courriel) le Fournisseur retenu à toute

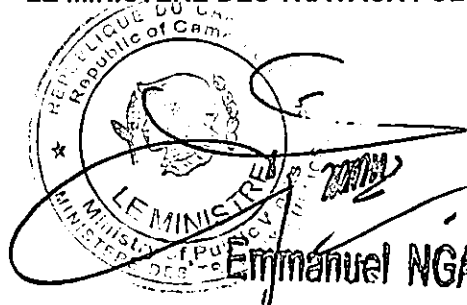
Discussion /négociation qui pourrait être nécessaire pour conclure le marché ou autrement pour la signature du marché.

L'Acheteur informera par les moyens les plus rapides les autres Fournisseurs de sa décision d'attribution du marché

Un Fournisseur non retenu peut demander des précisions sur les raisons pour lesquelles sa Cotation n'a pas été retenue. L'Acheteur répondra à une telle demande dans le meilleur délai possible.

L'Acheteur doit publier un avis d'attribution de Marché sur son site Web avec accès gratuit, si disponible, ou dans un journal à tirage national ou en ligne sur UNDB, dans les quinze (15) jours suivant l'attribution du Marché. Les renseignements indiqués comprendront le nom du Fournisseur retenu, le montant du Marché, la durée du Marché, le résumé de sa portée et les noms des Fournisseurs non retenus et leurs prix proposés et évalués.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS



Emmanuel NGANOU D.

040 REQUEST FOR QUOTATION

No. _____/RFQ/MINTP/SG/CCCM-AG/CSPM-PFC/CPR-FC/CA-CPRFC/SPM/2025 OF 26 MAY 2025

This Request for Quotation is to award a contract for the purchase of six (06) vehicles for on-board speed control radars, divided into two (02) lots as follows:

Lot 1: Four (04) 4x4 pick-ups;

Lot 2: Two (02) sedans.

“and Related Services”, as required.

1. It is subject to standard contract award procedures.

The Government of the Republic of Cameroon has received funding from the World Bank (the Bank) to support the cost of the Transport Sector Development Project (PDST) and intends to use part of the funds to purchase vehicles for on-board speed control radars, divided into two (2) lots.

2. The Ministry of Public Works is now requesting Quotations from suppliers to provide the Equipment and related services described in Appendix 1: Purchaser's requirements, attached to the RFQ.

3. **Fraud and Corruption**

The Bank requires compliance with the provisions of Paragraph 3.33 of Section III and Appendix IV relating to fraud and corruption of the “World Bank's Procurement Regulations for Investment Project Financing (IPF) Borrowers”, September 2023 Edition”.

4. **Eligibility of Suppliers, Supplies and Related Services**

- The Supplies and related Services to be provided under the contract and financed by the Bank may originate from any eligible country, subject to the provisions of points a, b, c, d and e.
- A Supplier may be a national of any country, subject to the restrictions under paragraphs 9 and 10 below. A Supplier shall be deemed to have the nationality of a country if the company is created, incorporated or registered under the laws of that country, based on its articles of incorporation (or equivalent documents of incorporation or association) and registration documents, where applicable. This criterion also applies to the determination of the nationality of proposed subcontractors for any part of the contract, including related services.
- Companies and individuals may not be eligible as indicated in points d and e below, and:
- A Supplier that has been sanctioned by the Bank, in accordance with the Bank's Anti-Corruption Guidelines, pursuant to its applicable sanction policies and procedures, as stipulated in the World Bank Group's Sanctions Report as described in the Appendix to the Contract terms (Appendix A) Paragraph 2.2 d., shall not be eligible to submit a Quotation or to be awarded a contract or benefit from a contract financed by the Bank, financially or otherwise, for such period as the Bank shall determine. A list of ineligible firms and individuals is available on the Bank's external website: <http://www.worldbank.org/debarr>.
- A Supplier must not have any conflict of interest. Any Supplier with a conflict of interest shall be disqualified.

5. **Manufacturer's Authorisation**

A supplier who does not manufacture or produce the Supplies it offers must submit a manufacturer's or authorised representative's authorisation using the form included in this RFQ to show that they have been duly authorised by the manufacturer or producer to supply these goods in the purchaser's country.

6. **Validity of Quotations**

The Quotations will remain valid until **ninety (90) days after the date of submission of quotations.**

7. **Proposed Price**

Prices must be quoted as follows:

- a) For Supplies from the Purchaser's Country:

- (i) the price of the supplies quoted EXW, including all customs and sales duties as well as other taxes already paid or payable on the components and raw materials used during the manufacture or assembly of the supplies;

- (ii) any sales tax of the Purchaser's country and other taxes that will be payable on the supplies if the contract is awarded to the Supplier;

b) For Supplies from Abroad:

[Option 1: If the Purchaser requires the supplies to be delivered in the Purchaser's country]

- (i) the price of the goods, quoted CIP at the designated destination in the Purchaser's country Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU), located at the Centre Regional Delegation of Public Works, Yaounde.

You may quote your price in a freely convertible foreign currency of your choice in addition to the currency of the Purchaser's country (for all local costs where applicable).

8. Clarifications

Any request for clarification of this Request for Quotation shall be sent in writing to the address below.

The Purchaser shall send a copy of their reply to all Suppliers consulted, including a description of the request, but without identifying its source.

9. Submission and Opening of Quotations

- a- Quotations must be submitted physically in nonuplicate (6), including one (1) original, five (5) copies and the soft copy) to the address below, no later than 10-1 JUL 2025 at 11H. They shall bear the following: "Request for Quotation No. 018/ADP/MINTP/SG/CCCM-AG/CSPM-PFC/CPR-FC/CA-CPRFC/SPM/2025 of 26 MAI 2025 for the acquisition of vehicles for on-board speed control radars, divided into two (2) lots."

"to be opened only at the bid opening session"

- b- The tenderer must also submit an administrative file consisting of the originals or copies certified by the relevant authorities and containing the following valid documents: (i) Trade Register; (ii) Tax Compliance Certificate; (iii) Certificate of Non-Bankruptcy; (iv) Certificate of Non-Exclusion from public contracts, (iv) Certificate of non-exclusion from public procurement; (v) Bank domiciliation certificate.

Note: The administrative documents mentioned above must be less than three (3) months old and be submitted in originals or copies certified by the relevant issuing authority. They do not constitute an eliminatory criterion, but will be decisive for the signing of the contract.

- c- Quotations will be opened by the Special Tenders Board for Joint Financing Projects (CSPM-PFC), one hour after the deadline for submission of quotations at the address below.

The address referred to is the following:

"To the Minister of Public Works/Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU); located at the Centre Regional Delegation of Public Works, Yaounde.

E-mail: csepr_badbm@yahoo.fr / ndejeanclaude@cprfc.cm

10. Quotation Evaluation Criteria

Quotations will be assessed to ensure compliance with the technical specifications, delivery and completion schedules and any other requirements of the RFQ. In addition, the supplier must:

- **Comply with technical specifications.**
- **Comply with delivery and completion schedules.**
- **Provide a bid security.**
- **Present two (02) similar references completed in the last five years with a cumulative value of one hundred twenty-five (125,000,000) million for Lot 1 and seventy-five (75,000,000) million for Lot 2.**
- **Present detailed manufacturer sheets (catalogs and brochures).**
- **Present a repair workshop.**
- **Describe the after-sales service (an attestation of spare parts availability, a sworn statement of after-sales service formalized before a judicial police officer in which the bidder describes the procedure and repair time upon notification by the Project Owner or its authorized representative).**
- **Provide a warranty certificate of at least 12 months.**

"The comparison is made on the basis of CIP (final destination) prices for Supplies originating outside the Purchaser's country, and EXW prices plus the cost of insurance and internal transportation to the destination, for goods supplied from the Borrower's country; together with prices for any installation, training, commissioning and other services required. The assessment of prices

shall not take into account customs duties and other taxes levied on imported CIP-listed goods as well as sales and similar taxes charged with regard to the sale or delivery of supplies.”

For the purposes of evaluation and comparison, the currency/ies of the Quotations will be converted into a single currency. The currency to be used for comparison purposes to convert the prices offered at the exchange rate in different currencies into a single currency is the following: CFA Franc. The source of the exchange rate is the following: Bank of Central African States (BEAC). The date of the exchange rate is: The tender submission deadline.

11. Contract Award

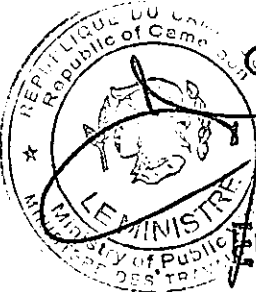
The Contract shall be awarded to the eligible Supplier/s who provide(s) eligible and technically compliant Supplies in accordance with the Request for Quotation and offers the lowest evaluated price, a guarantee of delivery in accordance with the delivery period.

The Purchaser shall invite, by the fastest available means (*telephone/email*), the successful Supplier to any discussions/negotiations that may be necessary to conclude or sign the contract.

The Purchaser shall inform other Suppliers of his decision to award the contract by the fastest possible means. Any unsuccessful Supplier may request details of the reasons why their Quotation was not selected. The Purchaser shall respond to any such request as soon as possible.

The Purchaser shall publish a Contract award notice on its website with free access, if available, or in a national newspaper or even online at UNDB, within fifteen (15) days of the Contract award. The information provided shall include the name of the successful Supplier, the Contract value, the Contract duration, a summary of its scope as well as the names of the unsuccessful Suppliers and their proposed and evaluated prices.

THE MINISTER OF PUBLIC WORKS



Emmanuel NGANOU D.